

Compte-rendu du groupe de travail sur le maintien de l'élevage herbager

Saint Georges de Noisé, le 09/05/2019

Liste des participants :

BALOGUE Julien	Exploitant agricole
BONNANFANT Serge	Exploitant agricole
BONNIFAIT Jean-Luc	Exploitant agricole
BOUSSEAU Gaël	ADEDS
CAILLE Jérôme	TER'ELEVAGE
CAILLON Magali	CER France
CELERAU Florent	Exploitant agricole
CLAIRAND Alain	Maire de Mazières-en-Gâtine
CLIQUET Joséphine	CAVEB
CORNUAULT Nicolas	DDT79
FADAT Pascal	Exploitant agricole
FAUCHER Jean-Jacques	Exploitant agricole
FAUCHER Pierre-Louis	GAEC LA PALNIERE
GAUTIER Jean-Marie	GAEC DES BOUCHAUDS
GUIBERTEAU Alain	OCEALIA
HUBERT Loïc	GAEC L'HIRONDELLE
LONGEAU Jean-Yves	Exploitant agricole
MICHON Sophie	SMC
PASSEBON Etienne	Exploitant agricole
PINEAU Christophe	Adjoint au maire de Vouhé / GAEC Pineau Christophe et Andréa
RIDOUARD M.	SMC
ROBIN Dominique	Exploitant agricole
ROSSARD Sébastien	GAEC ROSSARD MARCILLY
SENELIER Gaëtan	EARL DU POMMIER
LOPES Delphine	SERTAD
CADUDAL Marie	SERTAD

NB : Le diaporama de la présentation est joint avec le compte-rendu.

L'objectif de la séance était d'établir collectivement une liste de propositions sur les actions et outils à envisager dans le prochain contrat territorial. Tous les éléments produits ne seront pas nécessairement retenus ; ce travail doit contribuer à la construction d'un programme d'actions et

les propositions seront débattues lors du Comité technique (11/06/2019). Celui-ci doit préparer le Comité de pilotage et le Conseil Syndical du SERTAD, instances de validation du programme d'actions.

Lors de la séance de travail, les réflexions des participants se sont structurées autour des quatre sous-objectifs suivants :

- Améliorer l'autonomie fourragère et protéique des élevages ;
- Favoriser le renouvellement des éleveurs (installation / transmission) ;
- Mieux valoriser économiquement les productions des exploitations (alimentaire, biomasse...);
- Mettre en valeur les bonnes pratiques agricoles et les impacts positifs de l'élevage herbager (communication, sensibilisation).

Les résultats du groupe de travail sont présentés dans les tableaux suivants.

Améliorer l'autonomie fourragère et protéique des élevages

<p>Que faudrait-il mettre en place pour tendre vers ce sous-objectif ? <i>Quels leviers ?</i></p>	<p>Qu'est ce qui empêche la mise en place de ces leviers ? <i>Quels freins ?</i></p>	<p>Qu'est ce qui permettrait de favoriser ces leviers ? <i>Quels outils ?</i></p>
<p>Développement des protéagineux : Soja / Lupin / Féverole/... A intégrer dans les rotations</p> <p>Développement des légumineuses fourragères : Luzerne / Trèfles Violets (peut être mené jusqu'à 5 ans en pur) / Trèfles Blancs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement de ces cultures pourrait faire diminuer les surfaces en prairies. - Difficultés et contraintes techniques. Les terres de la Touche Poupard ne sont pas les meilleures pour ce type de cultures, mais cela reste possible. - Problème des prix trop élevés et du temps de travail à y consacrer. - Quelle rentabilité pour les éleveurs et les céréaliers ? 	<p>Faire des liens avec les céréaliers. Par exemple un site internet existe dans une région pour la mise en lien entre céréaliers et éleveurs.</p>
<p>Pâturage</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Morcellement parcellaire - Abreuvement - Changements climatiques qui vont demander de s'adapter à de nouvelles conditions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement foncier. Le besoin d'améliorer la communication sur cette démarche a été mis en avant par plusieurs participants. - Nécessité de maintenir l'accès aux cours d'eau. Des aménagements en bordure de cours d'eau pourraient faire l'objet d'essais ; une communication sur les réalisations possibles pourrait être faite. - Irrigation. - Adapter le chargement des exploitations. - Aides à l'investissement (clôtures, aménagements passage troupeau type boviducs, ...).
<p>Prairies</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les prairies permanentes ne comptent pas dans les SIE. - Difficultés d'implantation. - Salissement. - Problème de la PAC pour la longévité des prairies : au-delà de 5 ans les prairies temporaires passent en prairies permanentes. - Arrêt de l'ICHN, arrêt des MAEC. - Mélanges de semences non adaptés. - Changements climatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aides types MAEC - Adapter les semences aux conditions locales. - Faire se croiser les conseillers productions animales et les conseillers productions végétales. - Développer le sur-semis (problème d'irrégularité). - Développer le semis direct dans les céréales à pailles.
<p>Valorisation des couverts</p>	<p>Grande variabilité de production de matières sèches selon les années</p>	<p>Valorisation des couverts notamment par pâturage.</p>

Pailles	Problème de prix et difficultés d'accès à la paille certaines années. Le prix du bois déchiqueté est-il plus intéressant ?	Avoir des retours d'expériences de régions sans disponibilité en paille (ex. massif central), voir l'expérience avec du miscanthus en Maine et Loire.
<p>L'approche économique avec la réalisation de coûts de production / marge nette (type €/unité fourragère) est essentielle pour l'ensemble de cette thématique. Le temps de travail doit aussi être intégré à cette approche. A noter que des groupes de travail (hors Re-Sources) existent déjà sur ce sujet.</p>		
<p><u>Priorisation</u> : Les participants n'ont pas souhaité prioriser les leviers, tous seraient à travailler de leur point de vue, à part le développement des protéagineux qui leur a semblé plus complexe à mettre en place.</p>		

Favoriser le renouvellement des éleveurs (installation / transmission)

<p>Que faudrait-il mettre en place pour tendre vers ce sous-objectif ? <i>Quels leviers ?</i></p>	<p>Qu'est ce qui empêche la mise en place de ces leviers ? <i>Quels freins ?</i></p>	<p>Qu'est ce qui permettrait de favoriser ces leviers ? <i>Quels outils ?</i></p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Besoin d'un capital très important pour la reprise d'une exploitation d'élevage notamment en terme de capital d'exploitation (cheptel, bâtiments, ...). Difficulté plus grande encore pour les « hors-cadre ». - Revenu et rentabilité pas suffisamment élevés au vue de l'investissement initial. - Manque de lisibilité des aides (MAEC sur 5 ans par exemple) - Problème de l'image de l'élevage chez les jeunes. - Propriétaires parfois réticents à l'installation d'un jeune, voudraient choisir le fermier. 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les aides directes (type DPB plus élevées les 10 premières années). - Avoir des emprunts plus longs. - Faire venir des capitaux extérieurs type financement participatif... - Avoir des contrats de production plus long avec des prix garantis. - Besoin de lisibilité dans les aides (plus longues) - Travailler sur l'image de l'élevage (en lien avec la communication)
<p>A noter que la marge de manœuvre dans le cadre des Contrats territoriaux Re-Sources sur cette thématique semble assez faible hormis les actions sur l'image de l'élevage.</p>		

Mettre en valeur les bonnes pratiques agricoles et les impacts positifs de l'élevage herbager (communication, sensibilisation)

En gras : priorisation des participants

Que faudrait-il mettre en place pour tendre vers ce sous-objectif ? <i>Quels leviers ?</i>	Qu'est ce qui empêche la mise en place de ces leviers ? <i>Quels freins ?</i>	Qu'est ce qui permettrait de favoriser ces leviers ? <i>Quels outils ?</i>
<p>Cibler la communication vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voisins (proximité) - les abonnés (expliquer l'importance du territoire de la Touche Poupard pour l'approvisionnement en eau) - communication à l'échelle départementale à envisager au niveau de la cellule Régionale Re-Resources ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de l'agriculture. Nécessité de réussir à intéresser. - Pour les abonnés : déconnexion territoire de production/de distribution. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fermes ouvertes, discours pédagogique. - Expliquer le rôle du pulvérisateur (les bios peuvent mettre des autocollants explicatifs dessus) ; communiquer auprès des habitants en passant par les outils des communes (bulletins municipaux, panneaux...) : « à cette période, les agris traitent tel type de culture pour éviter telle maladie... ». - Communiquer via les écoles.
<p>Communiquer au niveau du barrage et du parcours de randonnée environnant.</p>		<p>« Communication permanente » : pancartage (type « route du lait/de la pomme » ...) Éléments à intégrer dans les panneaux de communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - données sur la qualité de l'eau ; - données sur l'utilité des prairies et de l'élevage (paysage, stockage de carbone, biodiversité, qualité de l'eau, activité économique) - essayer de chiffrer la détérioration de la qualité de l'eau sous le scénario « disparition de l'élevage » (impact sur la qualité ? Surcoût dans le traitement pour produire l'eau potable ?) - établir le lien avec la promotion de la viande locale (phrase du type « en achetant de la viande locale, tu payes aussi ta qualité d'eau »).
	<p>L'accueil de ce type de journée nécessite une logistique, du temps (souvent le week-end), de l'argent pour l'agriculteur. Envisager de faire payer la rand'eau (la majorité des participants sont opposés à cette idée) ? Ou de faire prendre en charge les frais et le temps par le syndicat ?</p>	<p>« Communication ponctuelle » via des événements type rand'eau. Y communiquer sur le travail des éleveurs qui entretiennent ce paysage, faire passer le parcours par des fermes, rendre les rand'eaux ludiques et gourmandes (dégustation de produits locaux...) pour attirer le plus grand nombre.</p>

<p>Communiquer auprès des élus, du conseil communautaire, pour les sensibiliser à l'élevage herbager local voire leur proposer de le valoriser dans les cantines (lien avec la meilleure valorisation économique).</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Etre présent lors de ces conseils avec les éleveurs pour tenir un discours à deux voix. - Etablir un document de communication pro-élevage, plus précisément sur l'intérêt de l'élevage pour un territoire (favorise la biodiversité, la bonne qualité de l'eau, maintien d'une activité économique là où seule la friche le remplacerait... Développer sur plus d'aspects que la seule qualité d'eau). Voir le bon exemple d'un documentaire sur Ouessant : explique l'intérêt pour maintenir les milieux ouverts. Essayer de chiffrer le surcoût de production d'eau potable sous l'hypothèse « 0 élevage herbager ».
<p>Relation à penser avec la communication réalisée par les interprofessions (exemple « made in viande »). Essayer de faire du bassin versant une déclinaison locale de ces dispositifs nationaux.</p>		<p>Voir si possibilité de récupérer leurs panneaux, leurs supports de communication.</p>
<p>S'associer à des manifestations (JA...) et notamment au festival de l'élevage de Parthenay avec la cellule Re-Sources régionale</p>		
<p>En lien avec la transmission : communiquer sur le métier d'éleveur pour attirer.</p>		
<p>Bilan : Les participants estiment qu'il est important de développer plusieurs formes de communication afin d'adapter le discours à la cible (communication différente selon si elle s'adresse aux abonnés, aux écoles, aux élus, etc). D'après eux il faut réfléchir à la mesure dans laquelle les éleveurs seront associés à la communication. Enfin, le contrat doit veiller à articuler son discours avec les dispositifs de communication existant déjà à l'échelle nationale (ne pas répliquer l'existant).</p>		

Mieux valoriser économiquement les productions des exploitations (alimentaire, biomasse, ...)

Que faudrait-il mettre en place pour tendre vers ce sous-objectif ? <i>Quels leviers ?</i>	Qu'est ce qui empêche la mise en place de ces leviers ? <i>Quels freins ?</i>	Qu'est ce qui permettrait de favoriser ces leviers ? <i>Quels outils ?</i>
Démarche de label / qualification	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre déjà important de démarches de qualité / marques, lisibilité difficile pour le consommateur. - Pour les structures agricoles : difficulté dans le maintien de flux stables pour l'approvisionnement des filières « alternatives » (engagement inconstant des agriculteurs) - Si démarche engagée, réfléchir à son échelle : compromis entre l'identité territoriale (la Gâtine) et les volumes produits (doivent être suffisants pour assurer une stabilité d'approvisionnement). - Temps long nécessaire pour faire émerger une démarche. La plupart estime que cette démarche est trop longue/pas le même bassin de consommation/etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réflexion sur un contrat à passer entre la collectivité et les agriculteurs, démarche non commerciale (différente d'une marque) mais qui favoriserait la commercialisation de la viande locale en restauration collective par exemple. - Une réflexion a lieu à l'échelle départementale sur cette thématique dans le cadre des groupes de travail sur la sortie des ZDS. - Se renseigner sur la marque « Terre de source » en tant qu'exemple de contrat agriculteurs/société. Les acheteurs des cantines du territoire concerné auraient la possibilité d'acheter non pas de la viande mais de la qualité d'eau afin de privilégier le local sans sortir de la mise en concurrence.
	La labellisation AB n'est pas intéressante pour toutes les productions (ex. Parthenaise).	Accompagner les agriculteurs du territoire vers des certifications (AB, etc)
Diminution des charges	D'après les participants, les leviers techniques pour réduire les coûts de production sont déjà connus des agriculteurs / présentés par les OPA en dehors du contrat territorial (pas nécessaire d'en faire une action).	
Aides		<ul style="list-style-type: none"> - Réflexions sur des aides « aux externalités positives » (pour les bios mais aussi les conventionnels ayant de bonnes pratiques) en les expliquant aux consommateurs. - Par exemple distribuer une « aide rotationnelle » aux agriculteurs qui développent une rotation longue, « vertueuse ». - Aides en lien avec le contrat territorial : par exemple pour fournir du matériel (type herse étrille).

Développer la méthanisation	Peu favorable (beaucoup d'investissement, peu de retour pour l'agriculteur)	
Développer une filière bois	Peu rentable.	<ul style="list-style-type: none"> - Tentative de projet sur le bocage bressuirais a échoué → se renseigner pourquoi. - Faire une étude pour étudier les opportunités (état des lieux de l'existant, faisabilité d'une filière) - Faire le lien avec les collectivités (ou SMC) pour leur parler de chaudières. Chercher les débouchés dans la collectivité, la consommation des urbains.
Développer une filière laine		
<p>Bilan : Les agriculteurs participants ont souligné qu'ils préféreraient gagner leur revenu avec les filières existantes plutôt que faire des paris sur des sources de diversification dans lesquelles il faut souvent investir avec un retour incertain (exemple de la méthanisation). Ils sont davantage mitigés sur la valorisation du bois. Ils partagent le souhait de retrouver des marges de manœuvre sur leur exploitation.</p>		

Autre thématique

NB : Certains participants ont souhaité aborder la thématique du moindre travail du sol (agriculture de conservation, TCS...), en dehors des quatre sous-objectifs prévus. Ils ont ainsi proposé de développer dans le cadre du prochain contrat territorial une action pour favoriser l'agriculture de conservation. Ce champ d'action concernerait donc les parcelles cultivées (la stratégie portée jusqu'en 2018 était centrée sur le maintien de l'élevage herbager).